ÉPIDÉMIE DE COVID-19 Économie

« Légère reprise » avant déconfinement

Six points de PIB, de richesse nationale, perdus en deux mois, selon l'Insee ! Petite bonne nouvelle : le début du commencement de reprise de l'activité, déjà sensible dans les chiffres, mais inégal selon les régions et départements.

L'économie française est « sous anesthésie », diagnostiquait l'Insee la semaine dernière. Elle donne aujourd'hui de timides signes de réveil. La perte d'activité par rapport à une activité normale serait de 33 %, contre 36 % le 9 avril, et 35 % le 23 avril.

Ces pourcentages sont à prendre avec précaution. Et ils doivent être rapportés aux dégâts déjà anticipés : en deux mois, la France a perdu 6 % de richesse nationale (PIB) et 453 800 emplois. Le rythme de perte va diminuer au fil du déconfinement, mais « l'impact global du confinement sera certainement supérieur (à -6 %), car la reprise économique, en France et dans le monde, ne sera a priori que progressive ».

La Bretagne moins touchée

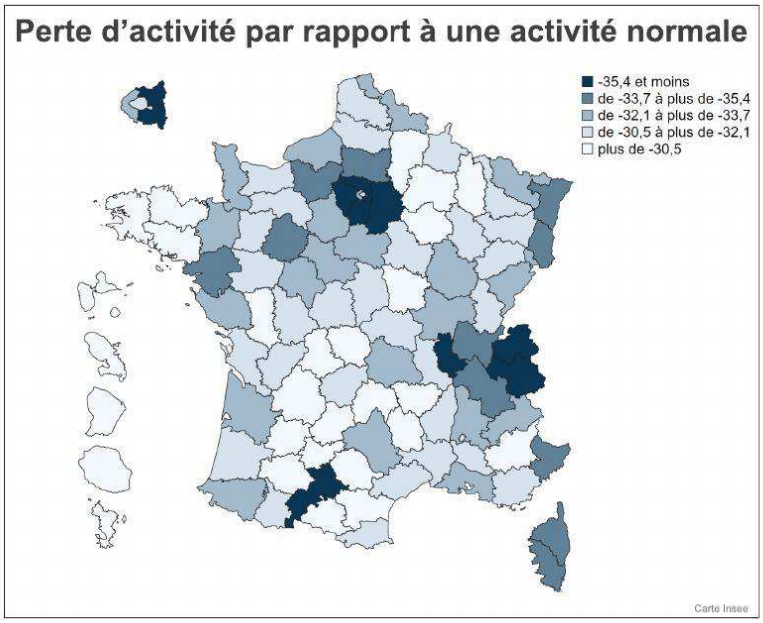
Restons sur cette « légère reprise ». Elle est perceptible dans l'industrie (-38 %, contre -43 % début avril), et à un degré moindre dans la construction (-75 % après -88 %), qui ont pu partiellement reprendre. Pas de mouvement en revanche dans les services (-36 %), dont les conditions d'ouverture n'ont pas varié.

La reprise n'est égale sur l'ensemble du territoire - de 35 % en Corse à -31 % en Bretagne. La Corse, l'Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Île-de-France, paient l'arrêt plus fort des activités d'hôtellerie-restauration et de services aux entreprises, explique l'Insee.

-38 % pour la Savoie

L'écart est plus grand au niveau des départements, de -28 % pour la Creuse à -38 % pour la Savoie. En cause les mêmes paramètres, qui affectent également la Haute-Savoie, tandis que le Rhône ou la Haute-Garonne souffrent surtout de la fermeture des services (tous ces départements avec une perte supérieure à 35,4 %). Les deux départements alsaciens, l'Isère et l'Ain figurent aussi parmi les plus touchés (entre 33,7 et 35,4 %). Globalement, la France à l'ouest d'une ligne Nice-Le Havre est mieux préservée.

Francis BROCHET



Travailler plus pour accélérer la reprise ?

Le temps presse : « Il faut accélérer la reprise », a lancé le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, après avoir souligné que « nous avons perdu au cours des trois derniers mois beaucoup de croissance et beaucoup d'emplois ».

Le 11 mai pourront rouvrir tous les commerces, hors ceux dit « de convivialité » comme les cafés-restaurants, soit 400 000 entreprises représentant 875 000 emplois. Le ministre a confirmé qu'elles continueront de bénéficier du fonds de solidarité jusqu'à fin mai, et qu'il y aura exonération des charges patronales de mars à mai pour les petites entreprises ayant dû fermer.

« Répondre à l'appauvrissement général »

En parallèle, il faut donc accélérer dans les secteurs qui ont déjà repris. Bruno Le Maire a cité le BTP, qu'il espère voir bâtir à plein régime dès la fin du mois, mais aussi l'industrie automobile.

Cette reprise doit se dérouler en toute sécurité, suivant les consignes édictées cette semaine par le gouvernement, est venue dire ensuite sa collègue du Travail Muriel Pénicaud. Elle a réitéré son invitation aux entreprises à « recourir au télétravail au maximum. »

Édouard Philippe a enfin laissé entendre qu'il faudra bien « travailler plus ». Pour « répondre à l'appauvrissement général », a-t-il expliqué, et « si nous voulons retrouver notre prospérité, il faudra que, collectivement, nous nous en donnions les moyens. » Débat il y aura, quand sera finie la crise sanitaire.

F.B.

400 000

entreprises pourront rouvrir lundi. Il s'agit notamment de 77 000 salons de coiffure, 33 000 commerces d'habillement, 15 000 fleuristes et 3 300 libraires.

ET AUSSI...

Air France-KLM se prépare au pire

Air France-KLM a commencé à chiffrer ses pertes liées à la crise sanitaire. Pour l'heure, elles s'élèvent à 1,8 milliard d'euros. Mais le transporteur aérien franco-néerlandais, qui doit recevoir une aide de 7 milliards d'euros de l'État français pour garder la tête hors de l'eau, prévoit un effondrement de 95 % de ses capacités pour le deuxième trimestre et de 80 % au troisième. Air France-KLM, qui a recours au chômage partiel, a plus que quintuplé sa perte au premier trimestre par rapport à la même période de 2019 (-324 millions d'euros).

QUESTIONS À

Pierre Bréchon, chercheur à Sciences-Po Grenoble, coauteur de « La France des valeurs. 40 ans d'évolutions » (Presses universitaires de Grenoble)

« Un monde d'après pas très différent »


Photo DR

Faut-il croire à ce « monde d'après », plein de changements dans nos valeurs ?

On emploie souvent le mot « crise », mais souvent aussi on oublie ces crises, car si elles ont marqué sur l'instant, elles n'ont pas changé grand-chose. Les crises sont des ruptures brutales. Quand elles interviennent, on essaie d'en imaginer les conséquences, en oubliant de chercher la cause. Or, ces crises sont souvent le résultat d'une tendance déjà existante, et qu'elles prolongent : Mai 68, par exemple, a beaucoup moins été une rupture qu'on ne l'a dit, et davantage dans la continuité d'une évolution. Aujourd'hui, les écologistes appellent à un monde nouveau, tandis que les gens qui défendent des intérêts économiques appellent à reprendre très vite la production comme avant ou presque – chacun reste dans sa ligne, et la résultante risque de ne pas être très différente du monde d'avant.

On parle pourtant d'un regain de solidarité…

La crise provoque certainement à la solidarité, mais les attitudes de solidarité sont en croissance depuis longtemps en Europe, et cette tendance va probablement se poursuivre. Il ne faut pas ignorer non plus les attitudes de repli sur soi, sur son intérêt personnel, ni les différences entre les pays.

Ces différences de valeurs entre pays expliqueraient la diversité des réactions face à la crise ?

Oui, les pays européens continuent d'avoir des valeurs et des cultures extrêmement différentes : les enquêtes sur les valeurs des Européens montrent que les écarts sont aussi importants qu'il y a quarante ans. Et l'Union n'a d'ailleurs pas été créée pour uniformiser les cultures… Après, on peut faire l'hypothèse que des pays comme les pays scandinaves, qui ont une conception de l'ordre public reposant moins sur des contraintes que sur la responsabilité des individus, ont moins besoin d'instaurer un confinement strict que des pays comme l'Italie, où la régulation citoyenne est moins spontanée.

Propos recueillis par Francis BROCHET

RHO05 - V1